

## Synthèse

### Commentaire d'ensemble (métropole)

Pour les communes de moins de 10 000 habitants, l'exercice 2002 se caractérise par une stagnation des dépenses totales résultant d'une forte augmentation des dépenses de fonctionnement liée à une baisse des dépenses d'investissement. La forte chute (-6,4%) des dépenses d'équipement brut des communes résulte, notamment, de l'influence du cycle électoral et du fait du développement des structures intercommunales qui prennent le relais des communes sur un certain nombre de programmes d'investissement.

Le fort développement de l'intercommunalité à fiscalité propre, depuis 2000, influence et modifie tant en niveau qu'en structure les budgets communaux. En effet, le transfert de compétences des communes vers les groupements s'accompagne de transferts de charges et de ressources que ce soit en fonctionnement (surtout au niveau fiscal) mais aussi en investissement.

#### **Forte augmentation des dépenses courantes et reprise des recettes courantes**

Après le ralentissement des dépenses de fonctionnement observé en 2001, l'exercice 2002 connaît une forte augmentation de ces dépenses courantes ; ce sont les frais de personnel, qui représentent près de 44% des dépenses courantes, qui augmentent le plus sensiblement (+6,9%) notamment pour les plus petites communes. Cette forte progression s'explique par la revalorisation du point d'indice, l'augmentation des cotisations employeurs à la CNRACL, par l'effet du glissement vieillesse technicité (GVT) et par la généralisation de la mise en place des 35 heures.

De plus, les intérêts de la dette poursuivent la tendance à la baisse enregistrée depuis 1994 ; en volume, ces intérêts sont toujours à un faible niveau, ce qui s'explique par le moindre recours à l'emprunt, par la baisse des taux d'intérêt et par la pratique active de renégociation de prêts.

Après la stabilisation des recettes courantes en 2001, l'exercice 2002 voit une reprise des recettes de fonctionnement pour toutes les tailles de communes. Les dotations et les participations augmentent ainsi que les impôts et taxes.

L'analyse de ces recettes fiscales est complexe du fait de phénomènes simultanés qui entrent en jeu :

- la mise en place de la suppression progressive sur 5 ans de la part salaires des bases de taxe professionnelle à partir de 1999 ; les compensations versées par l'Etat au titre de ces suppressions sont inscrites avec les dotations et gonflent ainsi ce poste au détriment du poste impôts et taxes,
- le développement de l'intercommunalité et notamment des structures qui perçoivent la totalité de la taxe professionnelle et reversent aux communes membres une dotation de compensation et une dotation de solidarité.

L'année 2002 est marquée également par la poursuite du contrat de croissance et de solidarité instauré par la loi de finances de 1999 qui assure une progression des dotations de l'Etat aux communes ; la DGF augmente ainsi de plus de 3% en 2002 pour les communes de moins de 10 000 habitants.

#### **Poursuite de la baisse du niveau d'épargne**

En 2002 comme en 2001, pour les communes de moins de 10 000 habitants, la croissance des recettes de fonctionnement est plus faible que celle des dépenses de fonctionnement ce qui engendre une diminution de l'épargne, solde de la section de fonctionnement. Toutefois, l'épargne brute dégagée par les communes reste à un niveau suffisant pour financer les remboursements de la dette.

#### **Chute des dépenses d'équipement**

Les dépenses d'investissement diminuent en 2002, on constate surtout une chute pour l'investissement direct. Cette évolution s'explique d'une part par le rôle croissant pris par l'intercommunalité dans l'investissement local et d'autre part par le contexte électoral : l'année de renouvellement des conseils municipaux (2001) et lors du premier mandat de la nouvelle équipe municipale (2002), on assiste traditionnellement à une pause de l'investissement direct.

#### **Poursuite du désendettement des communes**

En conséquence, le recours à l'emprunt reste à un niveau faible après une forte diminution en 2001. Les remboursements de dette diminuent légèrement. Au total, les communes de moins de 10 000 habitants se désendettent faiblement.

La variation du fonds de roulement pour les communes de moins de 10 000 habitants, résultat de la différence entre les recettes totales et les dépenses totales, est une nouvelle fois positive sur l'exercice 2002.

**Évolution des budgets des communes de moins de 10 000 habitants (métropole)**

<b>Taux de croissance calculés sur des valeurs en euros courants et en euros constants *</b>	1998	1999	2000	2000 (1)	2001	2001 (1)	2002	2002
Dépenses réelles totales	+3,1%	+5,2%	+3,8%	(+6,5%)	+2,3%	(+2,5%)	<b>+1,8%</b>	
<i>en euros constants</i>	+2,2%	+4,7%	+2,8%	(+5,5%)	+0,4%	(+0,7%)	<b>-0,5%</b>	
Dépenses réelles totales hors gestion active de la dette	n.d	n.d	+3,9%	+6,6%	+2,3%	+2,5%	<b>+1,7%</b>	
<i>en euros constants</i>			+2,9%	+5,6%	+0,5%	+0,7%	<b>-0,5%</b>	
Dépenses réelles de fonctionnement (hors travaux en régie) (I)	+2,0%	+4,5%	+0,7%	(+4,9%)	+2,3%	(+2,7%)	<b>+5,6%</b>	
<i>en euros constants</i>	+1,1%	+4,0%	-0,3%	(+3,9%)	+0,5%	(+0,8%)	<b>+3,2%</b>	
Charges de personnel	+5,0%	+6,7%	+4,8%		+4,3%		<b>+6,9%</b>	
<i>en euros constants</i>	+4,1%	+6,2%	+3,8%		+2,5%		<b>+4,5%</b>	
Intérêts de la dette (IV)	-9,3%	-8,9%	-5,9%		+0,4%		<b>-6,8%</b>	
<i>en euros constants</i>	-10,1%	-9,3%	-6,9%		-1,3%		<b>-8,9%</b>	
Recettes réelles de fonctionnement (II)	+3,4%	+4,9%	+1,3%	(+4,6%)	+1,6%	(+1,9%)	<b>+3,6%</b>	
<i>en euros constants</i>	+2,4%	+4,4%	+0,3%	(+3,6%)	-0,2%	(+0,1%)	<b>+1,2%</b>	
Dotation globale de fonctionnement (DGF)	+1,3%	+3,0%	-12,5%	(+1,5%)	+1,1%	(+2,6%)	<b>+3,1%</b>	
<i>en euros constants</i>	+0,4%	+2,5%	-13,4%	(+0,5%)	-0,7%	(+0,8%)	<b>+0,8%</b>	
Produit voté des 4 taxes	+4,0%	+0,9%	-2,9%	(-1,1%) <sup>(2)</sup>	-1,7% <sup>2</sup>	(-1,6%) <sup>(2)</sup>	<b>-0,7%</b>	<b>(+4,8%)<sup>(2)</sup></b>
<i>en euros constants</i>	+3,0%	+0,4%	-3,8%	(-2,1%) <sup>(2)</sup>	-3,4% <sup>2</sup>	(-3,3%) <sup>(2)</sup>	<b>-2,9%</b>	<b>(+2,4%)<sup>(2)</sup></b>
Épargne de gestion (III)=(II)-(I)	+4,2%	+3,1%	+1,7%		-0,5%		<b>-4,2%</b>	
<i>en euros constants</i>	+3,3%	+2,6%	+0,7%		-2,3%		<b>-6,4%</b>	
Épargne brute (V)=(III)-(IV)	+8,8%	+6,5%	+3,5%		-0,7%		<b>-3,6%</b>	
<i>en euros constants</i>	+7,8%	+6,0%	+2,5%		-2,5%		<b>-5,8%</b>	
Épargne nette = (V)-(VI)	+23,8%	+10,7%	+8,1%		-2,2%		<b>-7,8%</b>	
<i>en euros constants</i>	+22,7%	+10,1%	+7,0%		-3,9%		<b>-9,9%</b>	
Dépenses réelles d'investissement (y compris travaux en régie)	+5,1%	+6,4%	+9,2%		+4,0%		<b>-2,5%</b>	
<i>en euros constants</i>	+4,2%	+5,9%	+8,2%		+2,2%		<b>-4,7%</b>	
Dépenses d'investissement hors gestion active de la dette	n.d	n.d	+9,5%		+3,7%		<b>-3,0%</b>	
<i>en euros constants</i>			+8,4%		+1,8%		<b>-5,2%</b>	
Remboursements de dette (VI)	-1,7%	+3,0%	-0,6%		+0,7%		<b>-0,1%</b>	
<i>en euros constants</i>	-2,6%	+2,5%	-1,6%		-1,1%		<b>-2,4%</b>	
Remboursements de dette hors gestion active de la dette	n.d	n.d	+0,3%		+1,1%		<b>-0,7%</b>	
<i>en euros constants</i>			-0,7%		-0,7%		<b>-2,9%</b>	
Dépenses d'équipement brut	+8,4%	+8,5%	+11,8%		+1,5%		<b>-6,4%</b>	
<i>en euros constants</i>	+7,4%	+7,9%	+10,7%		-0,3%		<b>-8,5%</b>	
Emprunts réalisés	+2,4%	+14,3%	+5,0%		-8,0%		<b>+1,0%</b>	
<i>en euros constants</i>	+1,5%	+13,8%	+4,0%		-9,7%		<b>-1,3%</b>	
Emprunts réalisés hors gestion active de la dette	n.d	n.d	+6,1%		-7,8%		<b>+0,4%</b>	
<i>en euros constants</i>			+5,0%		-9,5%		<b>-1,8%</b>	
Encours de la dette	-0,7%	+1,3%	+0,7%		-0,0%		<b>-0,4%</b>	
<i>en euros constants</i>	-1,5%	+0,8%	-0,3%		-1,8%		<b>-2,6%</b>	
Annuité de la dette	-4,4%	-1,1%	-2,2%		+0,8%		<b>-1,9%</b>	
<i>en euros constants</i>	-5,3%	-1,6%	-3,2%		-1,0%		<b>-4,1%</b>	
Annuité de la dette hors gestion active de la dette	n.d	n.d	-1,7%		+1,0%		<b>-2,4%</b>	
<i>en euros constants</i>			-2,7%		-0,8%		<b>-4,6%</b>	

\*Taux déflatés par l'indice des prix du PIB (source : Rapport sur les comptes de la nation 2003).

(1) les croissances sont calculées en réintégrant le contingent d'aide sociale de façon à obtenir des croissances comparables à celles des exercices précédents. (2) Pour le produit 4 taxes, la croissance est calculée à législation constante c'est à dire en ajoutant les compensations au titre de la part « salaires » et le reversement TP du groupement à TPU.

**Volume des recettes et dépenses en 2002 (métropole)****Communes de moins de 10 000 habitants - Nomenclature comptable M14.***Le lecteur est invité à se reporter page 4 pour obtenir les définitions des notions utilisées.**en millions d'euros*

<b>Exercice 2002</b> Communes de moins de 10 000 habitants <b>Métropole</b>	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	<b>Ensemble moins de 10 000</b>
<b>Dépenses réelles totales*</b>	<b>4 049</b>	<b>9 093</b>	<b>5 145</b>	<b>3 549</b>	<b>8 154</b>	<b>29 990</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie</b>	<b>2 311</b>	<b>5 498</b>	<b>3 251</b>	<b>2 362</b>	<b>5 576</b>	<b>18 998</b>
<b>Dépenses réelles d'investissement* y compris travaux en régie</b>	<b>1 738</b>	<b>3 595</b>	<b>1 894</b>	<b>1 186</b>	<b>2 578</b>	<b>10 992</b>
<b>Dépenses de gestion hors travaux en régie** (I)</b>	<b>2 211</b>	<b>5 192</b>	<b>3 057</b>	<b>2 226</b>	<b>5 267</b>	<b>17 953</b>
Charges à caractère général	696	1 620	959	670	1 523	5 467
Charges de personnel	763	2 203	1 428	1 092	2 790	8 276
Autres charges de gestion courante	720	1 284	632	421	897	3 953
Autres dépenses de gestion	37	106	56	59	102	360
(- travaux en régie)	(-5)	(-21)	(-17)	(-16)	(-44)	(-103)
<b>Recettes réelles de fonctionnement (II)</b>	<b>3 037</b>	<b>7 035</b>	<b>4 118</b>	<b>2 916</b>	<b>6 721</b>	<b>23 827</b>
Impôts et taxes	1 132	3 194	2 079	1 553	3 704	11 663
(dont produit voté des 4 taxes)	(890)	(2 494)	(1 543)	(1 086)	(2 527)	(8 540)
Dotations et participations	1 244	2 598	1 425	959	2 143	8 368
(dont DGF)	(776)	(1 557)	(815)	(523)	(1 147)	(4 818)
Ventes de produits, prestations de services	215	416	213	153	364	1 361
Autres recettes de fonctionnement	445	828	400	251	511	2 435
<i>Produit 4 taxes et compensation part "salaires"***</i>	<i>941</i>	<i>2 743</i>	<i>1 741</i>	<i>1 236</i>	<i>2 893</i>	<i>9 555</i>
<b>Soldes intermédiaires de gestion</b>						
<b>Épargne de gestion (III)=(II)-(I)</b>	<b>825</b>	<b>1 843</b>	<b>1 061</b>	<b>690</b>	<b>1 454</b>	<b>5 873</b>
Intérêts de la dette (IV)	99	306	194	137	309	1 045
<b>Épargne brute (V)=(III)-(IV)</b>	<b>726</b>	<b>1 537</b>	<b>867</b>	<b>553</b>	<b>1 145</b>	<b>4 829</b>
Remboursements de dette*(VI)	282	787	479	330	782	2 659
<b>Épargne nette =(V)-(VI)</b>	<b>443</b>	<b>751</b>	<b>388</b>	<b>223</b>	<b>363</b>	<b>2 169</b>
Dépenses d'équipement brut	1 384	2 706	1 360	820	1 734	8 004
<b>Recettes réelles d'investissement*</b>	<b>1 059</b>	<b>2 176</b>	<b>1 101</b>	<b>672</b>	<b>1 527</b>	<b>6 534</b>
Dotations et subventions d'investissement	678	1 189	547	326	670	3 410
Emprunts*	273	763	465	286	739	2 526
Autres recettes d'investissement	108	224	90	60	118	599
<b>Encours de dette au 31/12/2002</b>	<b>1 840</b>	<b>5 578</b>	<b>3 559</b>	<b>2 531</b>	<b>5 849</b>	<b>19 358</b>
Annuité de la dette*	382	1 093	672	466	1 091	3 704

\* Hors gestion active de la dette.

\*\* Dépenses réelles de fonctionnement desquelles on retranche le montant des travaux en régie (R72) et celui des intérêts de la dette.

\*\*\* En réintégrant les compensations au titre de la part salaire et le reversement TP du groupement à TPU

**Récapitulatif - Montants en euros par habitant en 2002 (métropole)**

<b>Exercice 2002</b>	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	<b>Ensemble moins de 10 000 habitants</b>
Communes de moins de 10 000 habitants						
<b>Métropole:</b>						
<b>Dépenses réelles totales*</b>	<b>859</b>	<b>865</b>	<b>989</b>	<b>1 061</b>	<b>1 212</b>	<b>984</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie</b>	<b>492</b>	<b>523</b>	<b>625</b>	<b>706</b>	<b>829</b>	<b>624</b>
<b>Dépenses réelles d'investissement* y compris travaux en régie</b>	<b>367</b>	<b>342</b>	<b>364</b>	<b>355</b>	<b>383</b>	<b>360</b>
<b>Dépenses de gestion hors travaux en régie**(I)</b>	<b>472</b>	<b>494</b>	<b>588</b>	<b>666</b>	<b>783</b>	<b>589</b>
Charges à caractère général	148	154	183	199	225	179
Charges de personnel	163	209	273	324	411	270
Autres charges de gestion courante	153	122	121	125	132	129
Autres dépenses de gestion	9	12	14	22	21	15
(- travaux en régie)	(-1)	(-2)	(-3)	(-5)	(-7)	(-3)
<b>Recettes réelles de fonctionnement (II)</b>	<b>645</b>	<b>669</b>	<b>791</b>	<b>872</b>	<b>999</b>	<b>782</b>
Impôts et taxes	240	304	400	465	550	383
(dont produit voté des 4 taxes)	(191)	(238)	(296)	(325)	(376)	(281)
Dotations et participations	265	247	274	287	318	275
(dont DGF)	(166)	(148)	(157)	(157)	(170)	(158)
(dont attribution de péréquation et de compensation)	(63)	(68)	(78)	(80)	(88)	(75)
Ventes de produits, prestations de services	46	40	41	46	54	45
Autres recettes de fonctionnement	94	78	77	75	76	79
<i>Produit 4 taxes et compensation part "salaires"***</i>	<i>202</i>	<i>262</i>	<i>335</i>	<i>370</i>	<i>430</i>	<i>314</i>
<b>Soldes intermédiaires de gestion</b>						
<b>Épargne de gestion (III)=(II)-(I)</b>	<b>174</b>	<b>175</b>	<b>204</b>	<b>206</b>	<b>216</b>	<b>192</b>
Intérêts de la dette (IV)	20	29	37	41	46	34
<b>Épargne brute (V)=(III)-(IV)</b>	<b>153</b>	<b>146</b>	<b>167</b>	<b>166</b>	<b>170</b>	<b>158</b>
Remboursements de dette* (VI)	58	75	92	99	116	87
<b>Épargne nette =(V)-(VI)</b>	<b>95</b>	<b>71</b>	<b>75</b>	<b>67</b>	<b>54</b>	<b>71</b>
Dépenses d'équipement brut	294	257	261	245	258	262
<b>Recettes réelles d'investissement*</b>	<b>223</b>	<b>207</b>	<b>212</b>	<b>201</b>	<b>227</b>	<b>214</b>
Dotations et subventions d'investissement	145	113	105	98	100	112
Emprunts* (VII)	56	73	89	85	110	83
Autres recettes d'investissement	23	21	17	18	18	20
<b>Encours de dette au 31/12/2002</b>	<b>374</b>	<b>526</b>	<b>684</b>	<b>757</b>	<b>869</b>	<b>631</b>
Annuité de la dette*	79	104	129	139	162	121
<i>Variation nette de l'endettement =(VII)-(VI)</i>	<i>-2</i>	<i>-2</i>	<i>-3</i>	<i>-13</i>	<i>-6</i>	<i>-4</i>

\* Hors gestion active de la dette.

\*\* Dépenses réelles de fonctionnement desquelles on retranche le montant des travaux en régie (R72) et celui des intérêts de la dette.

\*\*\* En réintégrant les compensations au titre de la part salaire et le reversement TP du groupement à TPU

La population utilisée est la population totale du recensement général de 1999.

Le calcul de ces montants en euros par habitant est effectué sur un **champ d'étude** excluant 40 communes de moins de 10 000 habitants de métropole: 27 communes de moins de 10 000 habitants de métropole manquent dans la base de données fournie par la DGCL et il a été décidé d'exclure 13 communes dont la situation financière est exceptionnelle (niveau d'endettement particulièrement élevé) et dont l'influence sur les moyennes par strate et par région peut s'avérer trompeuse.

**Évolution entre 2001 et 2002 (métropole)**

<b>Evolution 2002/2001 à champ constant</b>	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	<b>Ensemble</b>
<b>Dépenses réelles totales*</b>	<b>+ 2,0%</b>	<b>+ 1,9%</b>	<b>+ 1,8%</b>	<b>+ 1,5%</b>	<b>+ 1,6%</b>	<b>+ 1,7%</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie</b>	<b>+ 6,0%</b>	<b>+ 6,5%</b>	<b>+ 6,0%</b>	<b>+ 5,9%</b>	<b>+ 4,1%</b>	<b>+ 5,6%</b>
Charges à caractère général	+ 5,5%	+ 8,3%	+ 8,5%	+ 8,0%	+ 5,4%	+ 7,1%
Charges de personnel	+ 9,4%	+ 8,1%	+ 7,2%	+ 6,4%	+ 5,3%	+ 6,9%
Intérêts de la dette	- 5,2%	- 5,9%	- 7,5%	- 8,3%	- 7,3%	- 6,8%
<b>Dépenses réelles d'investissement* y compris travaux en régie</b>	<b>- 2,5%</b>	<b>- 3,6%</b>	<b>- 3,5%</b>	<b>- 4,8%</b>	<b>- 1,1%</b>	<b>- 3,0%</b>
Dépenses d'équipement brut	- 4,3%	- 6,6%	- 6,9%	- 8,3%	- 6,3%	- 6,4%
Remboursements de dette*	+ 1,1%	+ 2,4%	+ 1,7%	- 8,2%	- 2,4%	- 0,7%
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>+ 3,1%</b>	<b>+ 3,7%</b>	<b>+ 4,2%</b>	<b>+ 3,8%</b>	<b>+ 3,1%</b>	<b>+ 3,6%</b>
Impôts et taxes <sup>(1)</sup>	+ 3,9%	+ 4,1%	+ 4,6%	+ 4,3%	+ 3,4%	+ 3,9%
dont produit voté des 4 taxes <sup>(1)</sup>	+ 2,7%	+ 1,2%	- 0,8%	- 2,3%	- 2,7%	- 0,7%
Dotations et participations <sup>(1)</sup>	+ 2,5%	+ 3,2%	+ 3,0%	+ 2,5%	+ 3,4%	+ 3,1%
Produit 4 taxes et compensations part salaires**	+ 4,3%	+ 5,0%	+ 5,0%	+ 4,3%	+ 4,7%	+ 4,8%
<b>Recettes réelles d'investissement*</b>	<b>- 0,6%</b>	<b>+ 0,5%</b>	<b>+ 0,7%</b>	<b>- 0,6%</b>	<b>+ 0,9%</b>	<b>+ 0,3%</b>
Dotations et subventions d'investissement	- 2,6%	- 1,3%	- 1,9%	+ 4,8%	+ 6,9%	+ 0,4%
Emprunts*	+ 3,3%	+ 0,2%	+ 6,4%	- 5,0%	- 1,6%	+ 0,4%
<b>Épargne brute</b>	<b>- 5,2%</b>	<b>- 5,2%</b>	<b>- 1,9%</b>	<b>- 4,3%</b>	<b>- 1,4%</b>	<b>- 3,6%</b>
<b>Encours de la dette au 31/12</b>	<b>- 0,3%</b>	<b>- 0,1%</b>	<b>- 0,2%</b>	<b>- 1,1%</b>	<b>- 0,5%</b>	<b>- 0,4%</b>

\* Hors gestion active de la dette. \*\* En réintégrant les compensations au titre de la part salaire et le reversement TP du groupement à TPU

(1) Se reporter aux pages 16, 17 et 18 du document pour obtenir des explications complètes sur le calcul de ces évolutions

